INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 16 décembre 2021**

* Prenant exemples sur Wall Street hier soir (qui confirme cet après-midi), les Bourses européennes ont progressé, rassurés par l'attitude offensive vis-à-vis de l'inflation prise par les Banques centrales. L'indice CAC 40 a progressé de 1,12% à 7 005,07 points et l'EuroStoxx50 s'est adjugé 1,23% à 4 210,92 points. Après sa nette hausse de mercredi, le Dow Jones gagnait 0,42% vers 17h30.
* La Fed a annoncé le doublement du rythme la réduction de ses achats d'actifs, à 30 milliards de dollars par mois, face à la persistance de l'inflation. Elle est attendue à 2,6% 2022 contre une estimation de 2,2% en septembre. L'institution prévoit de mettre un terme à ces rachats en mars prochain et envisage trois hausses des taux en 2022, en fonction de la vigueur du marché du travail.
* La Fed n'est pas la seule à commencer à normaliser sa politique monétaire : la Banque d'Angleterre a surpris son monde en relevant son principal taux directeur de 15 points de base, à 0,25%.
* " La Fed a vraiment dû démontrer qu'elle était prête à agir plus rapidement et à aller plus loin pour resserrer sa politique monétaire que prévu, car elle a pris du retard ces derniers mois ", a commenté James McCann, Chef économiste adjoint d'abrdn après les décisions de la Fed.
* " Face à des indices de prix en forte hausse, les gouverneurs des banques centrales semblent ne plus vouloir prendre de risque face à des développements qui risqueraient de faire monter les anticipations d'inflation à long terme de façon non contrôlée ", explique pour sa part Valentin Bissat, économiste et stratège de Mirabaud.
* Avant la réunion, la crainte des investisseurs était que la Fed ne soit trop complaisante avec l'inflation et qu'elle ne laisse celle-ci échapper à son contrôle, avec le risque de devoir plus tard resserrer plus violement sa politique monétaire. Au grand dam de l'économie, qui aurait pu basculer en récession.
* Pour sa part, la Banque Centrale Européenne a annoncé qu'elle commencerait à réduire les rachat d'actifs dans le cadre du programme d'achats d'urgence en cas de pandémie (PEPP) à partir du premier trimestre 2022. Elle prévoit également de mettre fin aux achats nets d'actifs dans le cadre du PEPP à la fin du mois de mars 2022.
* A l'heure où les grandes Banques centrales, Fed et Banque d'Angleterre, commencent à normaliser leur politique monétaire, leur consœur turque s'entête à oublier les lois les plus élémentaires de la science économique et entraîne sa devise dans les abysses. La livre turque a ainsi atteint un nouveau plus bas historique à 15,69 pour un dollar après l'annonce d'une réduction des taux de 100 points de base, à 15%. Cette nouvelle baisse intervient alors que l'inflation dépasse les 20% et devrait encore accélérer du fait du nouvel affaiblissement de la devise.
* Les tarifs réglementés de vente de gaz naturel d'Engie sont gelés à leur niveau du 1er octobre 2021, rappelle la commission de régulation de l'énergie. Aussi, pour le mois de janvier 2022, les tarifs applicables restent identiques à ceux en vigueur au 1er octobre 2021 afin de protéger le consommateur de la flambée des cours observée ces derniers mois. L'application de la formule tarifaire aurait entraîné, par rapport au barème théorique de décembre 2021, une baisse moyenne au 1er janvier 2022 de 3 % HT, soit 2,8 % TTC.

Le niveau moyen des tarifs réglementés de vente au 1er janvier 2022, aurait été supérieur de 42,1 % HT, soit 38,0 % TTC par rapport au niveau en vigueur fixé au 1er octobre.

* La décision de la Banque d'Angleterre d'augmenter son taux directeur de 15 points de base à 0.25% est une surprise, commente Valentin Bissat, économiste et stratégiste de Mirabaud. Alors que les investisseurs attendaient une première hausse de taux en novembre, la Banque d'Angleterre avait décidé de maintenir sa politique inchangée.

Depuis, les incertitudes liées au variant Omicron sont apparues et Michael Saunders – le membre le plus hawkish de la banque centrale ayant voté pour une hausse des taux en novembre – avait suggéré qu'il pourrait attendre d'obtenir plus d'informations sur l'impact du nouveau variant et des restrictions sur l'activité avant d'agir.

La décision d'aujourd'hui confirme la politique monétaire plus restrictive des banques centrales des pays anglo-saxons face à l'augmentation de l'inflation, souligne Valentin Bissat.

Face à des indices de prix en forte hausse, les gouverneurs des banques centrales semblent ne plus vouloir prendre de risque face à des développements qui risqueraient de faire monter les anticipations d'inflation à long terme de façon non contrôlée, analyse l'économiste.

Quoi qu'il en soit et compte tenu du ralentissement de la croissance, la question est désormais de savoir si la Banque d'Angleterre est lancée dans un cycle de resserrement monétaire sur plusieurs trimestres ou s'il s'agit d'un cycle court sur deux réunions pour envoyer un signal sur l'inflation et renforcer son mandat. Mirabaud pense que ce sera le deuxième scénario.

* La production industrielle américaine a progressé de 0,5% au mois de novembre par rapport à octobre. C'est moins que le +0,7% attendu par les analystes et que le +1,7% (révisé) réalisé le mois précédent.

**SOCIETES**

* Du côté de la cote, la hausse a été quasi-générale et touché la très grande majorité des secteurs. EDF a fait exception à la suite de la découverte de défauts dans deux réacteurs de la centrale nucléaire de Civaux. Le groupe d'ingénierie Assystem, très exposé au secteur du nucléaire, a perdu plus de 1%. Les sociétés liées aux voyages, dont Air France et Getlink, ont souffert des restrictions imposées aux déplacements vers et en provenance du Royaume-Uni.
* Qantas Airways a choisi Airbus comme fournisseur privilégié pour le renouvellement de sa flotte domestique. Un coup dur pour l’éternel concurrent américain, Boeing. Et une importante victoire pour le géant européen qui s’élève de 3,47 % à 103,46 euros l’action sur la place de Paris. Dans le détail, la compagnie aérienne australienne a annoncé mercredi un accord de principe avec Airbus visant à acquérir jusqu'à 134 avions. Qantas devrait placer une commande ferme pour 40 avions, soit 20 A321XLR et 20 A220, d’ici la fin 2022. Une option est placée pour 94 appareils supplémentaires.
* Dans le sillage de l'annonce d'EDF sur la détection d'anomalies à la centrale nucléaire de Civaux, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a publié sur son site une note d'information. Le gendarme français du nucléaire explique que le 21 octobre dernier, à la suite de contrôles par ultrasons réalisés au titre de la visite décennale du réacteur 1 de la centrale nucléaire de Civaux, EDF a informé l'ASN de la détection d'indications sur des soudures des coudes de la tuyauterie raccordant le système d'injection de sécurité au circuit primaire principal du réacteur.

Afin d'identifier l'origine de ces indications, les parties de tuyauteries concernées ont été découpées pour expertise métallurgique en laboratoire.

EDF a par ailleurs pris la décision d'arrêter le réacteur 2 de la centrale de Civaux pour réaliser, de manière anticipée, ces contrôles des zones concernées, les précédents contrôles datant de 2012. Les résultats préliminaires de ces contrôles ont confirmé la présence d'indications similaires à celles du réacteur 1.

Le 15 décembre, EDF a informé l'ASN que les premières expertises métallurgiques réalisées sur les parties déposées des tuyauteries du réacteur 1 de la centrale de Civaux avaient mis en évidence la présence de fissuration résultant d'un phénomène de corrosion sous contrainte.

EDF poursuit ses investigations afin de caractériser les facteurs à l'origine de ce phénomène et d'identifier les zones possiblement concernées.

Au regard de l'origine inattendue des fissurations constatées, EDF a pris la décision de mettre à l'arrêt, dans les meilleurs délais, les réacteurs de conception similaire. Les réacteurs B1 et B2 de la centrale nucléaire de Chooz seront ainsi prochainement arrêtés afin de réaliser des contrôles complémentaires à ceux réalisés en 2019 et 2020 lors de leur visite décennale.

L'ASN considère que cette décision, prise par EDF en tant que premier responsable de la sûreté, est appropriée à la situation.

Cette décision aura un impact sur le groupe.

La prolongation de l'arrêt des réacteurs de Civaux et la mise à l'arrêt des réacteurs de Chooz entraînent selon EDF une perte d'environ 1 TWh sur la fin de l'année 2021 et l'amènent à revoir son estimation d'Ebitda, aux prix de marché actuels, dans une fourchette comprise entre 17,5 et 18 milliards d'euros, contre un précédent objectif supérieur à 17,7 milliards précédemment.

* Valneva gagne plus de 10% à 24,64 euros après avoir dévoilé les premières données positives de son vaccin Covid-19 VLA2001 en tant que rappel. Les données initiales collectées auprès de 77 patients confirment que VLA2001 a significativement augmenté l’immunité des participants qui ont reçu le même vaccin en primo-vaccination. La troisième dose de VLA2001 a généré une forte réponse avec des niveaux d'anticorps similaires qu'elle que soit la dose de VLA2001 reçue en primo-vaccination (dose faible, moyenne ou élevée).
* Getlink perd 1,99% à 13,55 euros, affichant ainsi l'une des plus fortes baisses de l'indice SBF 120. L'exploitant du tunnel sous la Manche est victime des restrictions de voyage imposées par le gouvernement français aux voyages au Royaume-Uni, qui va être confronté à une envolée du nombre de personnes touchés par le variant Omicron.

" Face à la diffusion extrêmement rapide du variant Omicron au Royaume-Uni, le gouvernement fait le choix de réinstaurer des motifs impérieux pour les voyages depuis et vers le Royaume-Uni, et de renforcer l'exigence de tests au départ et à l'arrivée ", a annoncé les services du Premier ministre.

Ainsi, à compter de ce samedi matin 0 heure, il y aura obligation de disposer d'un motif impérieux pour se rendre ou venir du Royaume-Uni, pour les personnes non vaccinées comme les personnes vaccinées. Ces dernières devront de plus présenter au départ un test négatif de moins de 24h; une obligation déjà imposée aux personnes non vaccinées.

Matignon impose également l'obligation pour tous les voyageurs en provenance du Royaume-Uni de s'enregistrer, préalablement à leur déplacement, sur une plateforme numérique permettant notamment de renseigner l'adresse de leur séjour en France.

" Cette plateforme permettra de générer des arrêtés préfectoraux fixant l'obligation d'isolement dans le lieu de leur choix à tous les voyageurs, non vaccinés comme vaccinés. Cette obligation d'isolement pourra être levée à compter de 48h, sous la réserve de pouvoir justifier d'un test " a précisé les services du Premier ministre.

Le gouvernement appelle enfin les voyageurs qui avaient prévu de se rendre au Royaume-Uni à reporter leur voyage.

* Pour la 14ème année consécutive, Le Monde et le site Meilleurebanque.com ont désigné Boursorama Banque comme la banque la moins chère partout en France pour l’ensemble des profils éligibles. Plus de 700 000 nouveaux clients ont rejoint Boursorama Banque depuis le début de l’année 2021. Cette acquisition annuelle représente autant que le nombre de clients que comptait Boursorama au 1er janvier 2016.

Benoit Grisoni, directeur général de Boursorama, a déclaré : " La promesse des frais les plus bas du marché, d'une offre complète de produits performants, et de la meilleure expérience digitale est au cœur du modèle bancaire alternatif développé par Boursorama. C'est elle qui permet à Boursorama de réaliser une année 2021 d'ores et déjà exceptionnelle à double titre, en conquête, avec plus de 700.000 nouveaux clients acquis en seulement onze mois, et en engagement clients avec plus de 2 millions de produits souscrits sur la période. Le record des 91 415 nouveaux clients en novembre démontre la capacité de Boursorama a encore accéléré son développement."

**ANALYSES**

* Il serait excessif de dire que le mois de décembre 2021 restera comme celui du début de la fin des politiques monétaires ultra-accommodantes activées pendant la crise du Covid-19. Mais enfin, les signaux inflationnistes ont conduit ce jeudi les banques centrales à une vraie adaptation au nouveau paysage économique, qui stresse cet automne les entreprises, les consommateurs, les épargnants et les salariés. Ce qui n'empêche pas qu'elles s'engagent différemment dans cette voie.

Mercredi soir, la Réserve fédérale américaine avait ouvert le feu en accélérant le rythme auquel elle réduira ses mesures de relance. Elle a également indiqué prévoir trois relèvements des taux d'intérêt en 2022. Ce jeudi matin, la Banque d’Angleterre a également pris une posture plus agressive contre les prix, en étant la première grande banque centrale à relever ses taux - quelques heures après celle d'Oslo.

A Francfort, la BCE a été plus modeste. Elle a, certes, confirmé mettre progressivement fin à son programme d'achats urgence pandémie (PEPP) de 1.850 milliards d'euros. Mais afin d'éviter un sevrage trop brutal des marchés, le programme d'achat « classique » de la BCE sera doublé au cours du deuxième trimestre. Au total, ce qu'il faut retenir est qu'elle fait un geste vers la normalisation, mais à pas de loup, aucune hausse des taux d'intérêt n'étant annoncée pour l'année prochaine.

Et c'est là le point intéressant. Alors que son mandat officiel, révisé l'été dernier, est de viser une hausse des prix de 2 % à moyen terme (et non plus au maximum égal à 2 %), elle décide de ne pas frapper fort, ni aujourd'hui ni demain, quand l'inflation est, comme actuellement, bien plus élevée. Pour rappel, la dernière estimation de la hausse des prix est de 4,9 % dans la zone euro en novembre sur un an (et de 6 % en Allemagne, mais autour de 3 % en France).

Bref, elle fait de la politique économique et en réalité de la politique tout court. Cet objectif n'est nullement dans son mandat, mais la croissance est bel et bien devenue son objectif premier : l'erreur de la période 2009-2011 ne sera pas réitérée, quand les taux avaient été remontés trop tôt - à la décharge de la BCE de l'époque, la priorité absolue avait été de maintenir l'euro, qui n'avait que dix ans, en bon état de marche.

Pour réussir ce tour de force - ne pas réagir frontalement à une inflation de 5 % ! -, Christine Lagarde est obligée d'user d'un stratagème. Celui de considérer que l'inflation est temporaire (3,2 % en 2022 mais 1,8 % en 2023) et que les prix rentreront gentiment dans le tube de dentifrice. Ce que Jerome Powell, le gouverneur de la Fed, ne dit plus. Le 30 novembre, il a retiré le mot « transitoire » accolé à la hausse des prix (6,8 %).

C'est vrai que le débat fait rage parmi les économistes. Les uns estiment que l'énergie est le facteur clé de ce qui se passe avec, dans le cas américain, un effet des gigantesques plans de relance des revenus. Les autres décèlent des facteurs plus structurels : sortie du marché du travail de millions de salariés, diminution mondiale de la population active, flambée durable des prix de l'énergie à cause de la transition écologique.

En attendant d'avoir la réponse, la BCE gagne du temps, ce qui lui permet de maintenir à court terme sa politique souple et permet aux Etats surendettés de rester solvables. Cela suscite un débat interne (les Autrichiens, les Allemands et les Belges de la BCE ont fait connaître leur désaccord) et c'est un pari audacieux de privilégier la soutenabilité des finances publiques par rapport au pouvoir d'achat des Européens.

**L’AGENDA DU 17 décembre 2021**

**10h00 en Allemagne**

Indice Ifo du climat des affaires en décembre

**11h00 en zone euro**

Inflation en novembre